

PROGRAMME MONDIAL POUR UN ELEVAGE DURABLE

Global Agenda for sustainable Livestock (GASL)

6ème session de la plateforme multi-acteurs

6th Multi-stakeholder Partnership (MSP) meeting

Panama, 20-24 juin 2016

En juin 2016 a eu lieu au Panama la 6^{ème} session de la plateforme multi-acteurs du Programme mondial pour un élevage durable. J'ai été invité, en tant que représentant de la profession agricole, de me joindre à la délégation française pour cet évènement. A côté de représentants des ministères de l'agriculture et des affaires étrangères il y avait dans cette délégation notamment trois chercheurs de Montpellier, Jacques Lasseur de l'INRA, Alexandre Ickowicz et Vincent Blanfort du CIRAD, ainsi qu'Emmanuel Coste, autre professionnel agricole, représentant l'Interbev.

Le programme mondial pour un élevage durable

La FAO a publié en novembre 2006 un rapport alarmiste « La Grande Ombre de l'Élevage » (« *Livestock's Long Shadow* ») sur l'impact négatif de l'élevage en matière d'environnement et notamment de changement climatique. Suite à ce rapport les membres de la FAO ont chargé cet organisme d'engager une réflexion d'envergure sur l'élevage durable. C'est de cette commande qu'est né le Programme Mondial pour un Elevage Durable (GASL) en 2011. Ce Programme s'inscrit aujourd'hui pleinement dans l'Agenda 2030 des Nations Unies pour le développement durable, adopté le 25 septembre 2015, avec ses 17 objectifs de développement durable (ODD), dont les deux premiers sont « pas de pauvreté » et « Faim zéro ». Le fait qu'un milliard d'humains vivent, dans des systèmes de subsistance, directement des produits de l'élevage, justifie doublement cette articulation.

La gouvernance du GASL est partenariale. Son Groupe directeur (*Guiding Group*) comprend notamment des représentants du secteur public, du secteur privé (essentiellement des lobbyistes), de la recherche, des ONG et des pays donateurs (France, Suisse, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas plus particulièrement).

Le Programme est structuré autour de réseaux de connaissances (*Knowledge networks*) comme la résistance aux antimicrobiens, le sylvopastoralisme, le bien-être animal etc. et de trois domaines d'action (*Focus Areas*) :

1. Améliorer l'efficacité de l'élevage (*closing the efficiency gap*)
2. Redonner de la valeur aux terres de pâturage (*restoring value to grasslands*)
3. Gérer les effluents (*Waste to worth*)

La France est surtout impliquée sur le deuxième domaine. Alexandre Ickowicz est, dans le cadre de l'UMR Selmet, un des deux coordonnateurs. Au-delà des réseaux de connaissances et de ces trois domaines d'action de travail spécifique le GASL organise des échanges entre les acteurs de l'élevage et plus particulièrement du pastoralisme sur le plan mondial. Par ailleurs j'ai compris, face à une

forte présence des pays anglo-saxons (Grande-Bretagne, Irlande, Canada, Etats Unis, Australie, Nouvelle Zélande), l'importance de la **présence de pays occidentaux non-anglo-saxons** pour apporter des approches et une sensibilité différente et complémentaire. Marie-Odile Kuntz du MAEDI a joué le rôle de chef de file du monde non-anglo-saxon, entre autre en insistant sur le maintien du pluralisme linguistique (interprétation simultanée) et en intervenant dans l'élection du nouveau président du GASL.

Ce que je retiens de cette conférence

1. En parallèle à ma conviction de l'utilité et l'importance de **rencontres** aussi transversales et à cette échelle, je mesure, face à la très grande diversité des origines et des attentes des participants, toute la difficulté de trouver un fil rouge et un langage commun et, par conséquent, la difficulté d'arriver à des résultats tangibles.
2. Cette difficulté est amplifiée par le sujet extrêmement complexe de **l'élevage durable** sur un plan mondial. Entre les éleveurs bovins du Canada cherchant une caution de durabilité et de nouveaux marchés, le représentant des Peuls de l'Afrique de l'Ouest préoccupé par la scolarisation des enfants des familles nomades, le ministre de l'agriculture du Paraguay se vantant que l'Amérique du Sud était en capacité de nourrir le monde, les chercheurs brésiliens travaillant sur l'agroforesterie et le sylvopastoralisme, la représentante de peuples nomades mongols défendant un mode de vie menacé, la femme ougandaise se faisant l'avocate de la race bovine Ankole Longhorn, il y a tellement de causes pour lesquelles il semble souvent impossible de trouver un dénominateur commun.
3. En effet, si je comprends l'utilité des réseaux thématiques et si les trois domaines d'action correspondent aux sujets identifiés pour pouvoir répondre aux principales critiques du rapport de 2006, j'aperçois en même temps toute la difficulté de travailler dans un cadre aussi global face à une telle diversité de situations. C'est par rapport à cette réflexion que je pense que le cadre de l'UMT pasto pourrait être le lieu d'une **étude de cas** pouvant alimenter les travaux du GASL tout en nous permettant d'affiner notre positionnement, par l'étude critique de nos pratiques, pour nos bagarres à venir.
4. En réfléchissant à la place du **pastoralisme méditerranéen** dans cette pluralité des préoccupations j'avais la forte sensation que nous étions dans une case à part, quelque part entre l'élevage des pays industrialisés, les peuples nomades et des sud-américains qui militent pour le développement du sylvopastoralisme. Le mur d'incompréhension que nous subissons par rapport à nos spécificités (comme les faibles chargements et les parcours boisés) nous rappelle régulièrement que nous ne sommes pas dans la norme des pays occidentaux non-méditerranéens. Cela devrait nous inciter, à côté de la défense de nos intérêts à Paris et à Bruxelles, de nous rapprocher des organisations des éleveurs du Sud.
5. Je suis content de voir réapparaître de plus en plus la **multifonctionnalité (MF)** dans les débats. J'estime que ce concept est le plus utile pour nous, qu'il soit basé sur les trois piliers du développement durable ou qu'on y ajoute une quatrième dimension comprenant le territoire et le développement durable. En effet, je trouve qu'il est plus complet et plus ouvert pour aborder l'agriculture dans son ensemble que les concepts des biens publics, des externalités positives (et négatives) et autres aménités (même si, pour certaines approches, nous en avons toujours besoin). J'avais beaucoup regretté qu'après la fin brutale des CTE en

2002 la MF soit tombée en désuétude ou seulement utilisée quand il s'agissait d'enjeux environnementaux. Il me semble toujours important de rappeler que toutes les activités ont, à côté de leur fonction de production, une fonction sociale et territoriale en créant de l'emploi, donc à faire vivre des gens, à un endroit donné, mais la MF agricole est bien plus étendue. C'est par la MF que nous pouvons légitimer et donner du sens aux politiques publiques de régulation et de soutien dont nous bénéficions, c'est par la MF que nous pouvons démontrer et justifier que l'agriculture doit prendre une place à part dans les accords commerciaux. Pour consolider la place que devrait prendre, à mon avis, la MF dans l'avenir, il me semble indispensable d'associer des économistes pour travailler sur des approches de quantification de la valeur ajoutée des différentes fonctions.

Georges Zinsstag, janvier 2017